











Tierce maintenance applicative groupée

AMALIA et AMALFI

Marché n° 2024-04

Cahier des Clauses Administratives Particulières

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet	Tierce maintenance applicative groupée des applications AMALIA et AMALFI
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	1
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Phase Transition : 3 mois Phase Exécution (<i>si phase Transition validée</i>) : 21 mois
	Reconduction	Phase Exécution : 1 an + 1 an
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

Sommaire

Marché de TMA 2024-04 : CCAP	5
1. Objet, forme et durée du marché.....	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Forme du marché	5
1.3. Déroulement du marché	5
1.4. Réalisation de prestations similaires.....	6
2. Pièces contractuelles	6
3. Modalités d'exécution	6
3.1. Bons de commande et marché subséquents	6
3.2. Délais et plannings d'exécution	8
3.3. Lieu d'exécution	8
3.4. Opérations de vérification et d'admission	8
3.5. Transfert de propriété.....	11
3.6. Engagements et pénalités	11
4. Dispositions générales.....	15
4.1. Documentation technique	15
4.2. Unité monétaire	15
4.3. Assurance	16
4.4. Groupements d'acteurs économiques	16
4.5. Sous-traitance	16
4.6. Responsabilité délictuelle	16
4.7. Perte de programmes ou de données.....	16
4.8. Garantie en cas de recours de tiers.....	16
4.9. Circonstance imprévisibles.....	17
5. Garantie contractuelle.....	17
6. Financement et sureté.....	17
6.1. Retenue de garantie	17
6.2. Avance.....	17
6.3. Clause de réévaluation du montant maximum	17
7. Prix et règlement de comptes	18
7.1. Répartition des paiements	18
7.2. Contenu et décomposition des prix	18
7.3. Forme des prix.....	18
7.4. Prix de règlement (variation des prix).....	18
7.5. Application de la TVA	19
7.6. Modalités de calcul et de règlement des acomptes	19
7.7. Modalités de facturation.....	20
7.8. Modalités de paiement	20
8. Droits de propriété.....	20
9. Conduite des prestations - Personnels	21
9.1. Responsabilité de l'EPELFI vis à vis du personnel du titulaire	21

9.2. Nomination du chef de projet	21
9.3. Interim du chef de projet	21
9.4. Récusation du chef de projet	21
9.5. Remplacement au sein du personnel	21
9.6. Règlement intérieur	22
10. Confidentialité – Secret – Mesures de sécurité	22
10.1. Confidentialité.....	22
10.2. Protection des données à caractère personnel	23
10.3. Mesures de sécurité	24
11. Résiliation	25
12. Cession - Transfert.....	25
12.1. Cession	25
12.2. Transfert.....	25
13. Droit – Langue – Fiscalité	26
14. Dérogation aux documents généraux.....	26

Marché de TMA 2024-04 : CCAP

1. Objet, forme et durée du marché

1.1. Objet du marché

Le présent marché passé par l'EPELFI, acheteur, concerne la tierce maintenance applicative (TMA) de :

- L'Ensemble Applicatif (EA) AMALFI de gestion du Livre Foncier informatisé d'Alsace et de Moselle.
- L'application AMALIA de gestion du registre des associations de droit local Alsace-Moselle.

Les besoins à satisfaire et les résultats à atteindre dans le cadre de cette opération sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

Le CCAG applicable est le CCAG-TIC 2021.

L'exécution du présent marché est assortie d'une obligation de résultat (un résultat partiel ou négatif pourra entraîner une réfaction ou un rejet des prestations dans les conditions de l'article 34 du CCAG/TIC).

1.2. Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un **accord-cadre mixte mono-attributaire non alloti** régi par les articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

1.3. Déroulement du marché

Le marché comportera 2 phases :

- Une phase de **Transition** au sens de l'article 41 du CCAG-TIC qui fera l'objet d'un bon de commande. Elle sera d'une durée de 3 mois à compter de la date de démarrage du marché. Pendant cette période, le nouveau titulaire met en place les méthodes de travail et ses outils sur ses plateformes qu'il construit. De plus, le titulaire acquiert les connaissances et compétences nécessaires au côté du précédent prestataire en fin de contrat.
- Une phase d'**Exécution** qui fera l'objet de bons de commandes et de marchés subséquents d'une durée de **21 mois** à compter de la date de fin de la phase de Transition.

La phase d'Exécution est reconductible 2 fois maximum pour 12 mois à chaque fois.

L'accord-cadre sera conclu avec :

- Pour la **partie forfaitaire** un montant maximum de 3 200 000 euros TTC, reconductions incluses.
- Pour les **marchés subséquents**, un montant maximum de 2 300 000 euros TTC pour les 4 années (si reconduction faites).

1.4. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 4 ans à compter de la notification du présent marché.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- **l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières** et son éventuelle annexe de mise au point dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** ;
- le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC version 2021)
- **l'offre technique et financière** du titulaire et ses annexes dont, le cas échéant, le plan d'assurance sécurité (**PAS**), le plan d'assurance qualité (**PAQ**) et/ou le plan de prévention des risques (**PPR**) ;
- les **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le **PPSI** (Plan de sécurité des systèmes d'informations) réalisés dans le cadre du marché
- les **décisions administratives prises par l'EPELFI** ;
- les **bons de commande** et les **marchés subséquents** ;
- les **procès-verbaux** des réunions

Seul l'acte d'engagement et es annexes financières seront signés par les deux parties contractualisant ainsi toutes les pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

3. Modalités d'exécution

3.1. Bons de commande et marché subséquents

3.1.1. Terminologie

Comme décrit dans le CCTP, le marché est décomposé en prestations et en livrables associés.

Au sens du présent marché :

- **Une phase** est un ensemble de prestations homogènes du marché.
- **Une prestation** est un ensemble d'actions du titulaire produisant des résultats et des livrables décrits dans le CCTP et faisant partie d'une commande ou d'un marché subséquent. Les prestations sont regroupées en prestations dites « permanentes » et prestations dites « ponctuelles ». Elles sont décrites dans le CCTP et listées dans l'annexe « TMA-2024-04 - Grille financière.xls ». Une prestation permanente est une prestation qui

se déroule, *a priori*, sur plusieurs mois et où les résultats ou les livrables sont produits de manière récurrente sur cette période.

- **Un livrable** est une production dans le cadre d'une prestation.

Chaque prestation fait l'objet d'une **approbation technique** et chaque commande ou marché subséquent d'une réception **définitive** dans les conditions définies au paragraphe 3.4

3.1.2. Éléments généraux d'un bon de commande

Quel que soit son type, un bon de commande comporte *a minima* les éléments généraux suivants :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de référence de l'accord-cadre et la date de sa notification ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le montant de la commande en HT et TTC ;
- le nombre et la nature des unités d'œuvre ;
- le lieu d'exécution ;
- la date du début et de fin des prestations.

3.1.3. Éléments généraux d'un marché subséquent

Quel que soit son type, un marché subséquent comporte *a minima* les éléments généraux suivants :

- le numéro du marché subséquent ;
- la référence de l'offre du titulaire ;
- le numéro de référence de l'accord-cadre et la date de sa notification ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le montant du marché subséquent en HT et TTC ;
- le nombre et la nature des unités d'œuvre ;
- le lieu d'exécution ;
- la date du début et de fin des prestations.

3.1.4. Anomalie des commandes et marchés subséquents, et obligation de conseil

Dans le cadre de son obligation de conseil, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, d'un délai de 10 jours à compter de la réception d'un bon de commande ou de la notification d'un marché subséquent pour signaler à l'EPELFI toute anomalie dans son contenu qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations objet du présent marché.

En l'absence de réserves par le titulaire dans le délai ci-dessus, le bon de commande ou le marché subséquent notifié devient définitif et le titulaire ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans celui-ci.

3.1.5. Conditions de durée d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'EPELFI ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre.

3.1.6. Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commande seront communiqués par e-mail au chef de projet de la TMA. Le délai d'exécution court à compter du 1^{er} jour ouvrable suivant l'envoi.

3.1.7. Modalités de passation des marchés subséquents

Sur demande de l'acheteur, le titulaire du marché présentera obligatoirement une offre en réponse à une consultation de l'EPELFI. Cette offre s'appuiera sur la base des unités d'œuvre indiquées dans l'annexe « 2024-04 – Grille financière.xls » pour les prestations demandées.

L'acheteur précisera le délai de présentation de l'offre par le titulaire.

Après réception de l'offre, l'acheteur adresse dans un délai de 15 jours calendaires la notification d'attribution du marché subséquent ou de rejet de l'offre. Dans ce délai, l'acheteur peut contacter le titulaire pour obtenir des précisions quant à son offre. Après échanges entre l'acheteur et le titulaire, l'acheteur pourra demander à ce dernier de transmettre une nouvelle offre.

En cas d'attribution, le marché subséquent comportera les éléments prévus au paragraphe 3.1.3.

3.2. Délais et plannings d'exécution

3.2.1. Délais d'exécution

Les prestations du marché devront être réalisées :

- pour un **bon de commande** : dans le délai indiqué dans la commande, pour la prestation concernée.
- pour un **marché subséquent** : dans le délai indiqué dans la notification du marché subséquent.

3.2.2. Prolongation du délai et formalités à accomplir

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'EPELFI au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

3.3. Lieu d'exécution

Les prestations objet du présent marché seront réalisées dans les locaux du nouveau titulaire et sur le site de l'EPELFI à Saverne. En conséquence aux règles édictées au paragraphe 9.1, les locaux du titulaire doivent obligatoirement être situés en France métropolitaine.

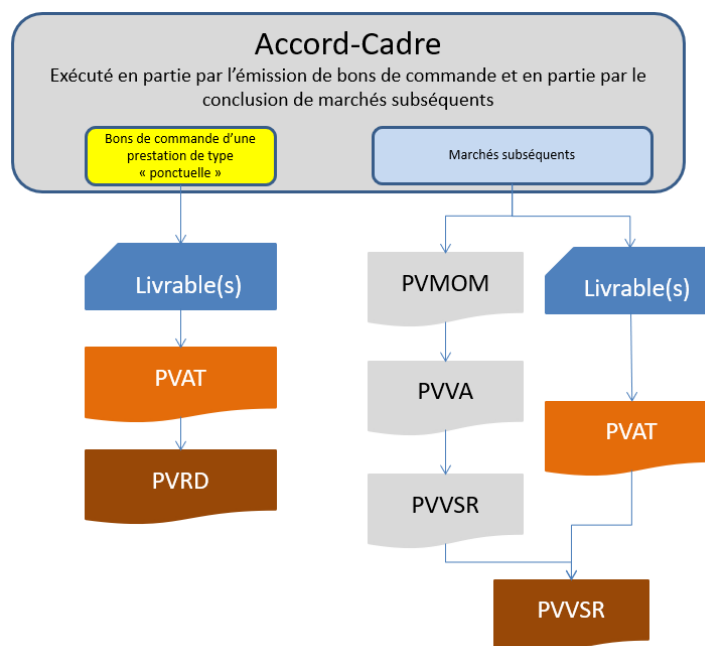
3.4. Opérations de vérification et d'admission

3.4.1. Approbation Technique (AT) des prestations

L'approbation technique a pour but :

- d'assurer un suivi d'exécution au niveau le plus fin afin d'identifier le plus en amont possible les non-conformités ;
- d'établir le montant des acomptes (seules les prestations ayant fait l'objet d'une approbation technique positive seront prises en compte dans la détermination des acomptes).

Elle suivra le schéma suivant :



3.4.1.1. Bons de commandes

Chaque livrable résultant d'une prestation de type « Ponctuelle » fera l'objet d'un **Procès-Verbal d'Approbation Technique (PVAT)** rédigé par l'EPELFI. Le délai maximum de délivrance du PVAT sera généralement de 10 jours ouvrés à compter de la date de livraison sous réserve d'une livraison aux dates prévues et dans les conditions définies au CCTP, précisées par le Plan d'Assurance Qualité. Le délai de délivrance du PVAT pourra être réduit ou rallongé au cas par cas par les comités adéquats.

Cas des prestations de type « Permanente »

Pour les prestations de type « Permanente », une approbation implicite est acquise chaque mois. En cas de défaillance constatée, l'EPELFI organisera une réunion de suivi de projet pour aborder le problème et notifier éventuellement des pénalités.

3.4.1.2. Marchés subséquents

Un marché subséquent peut concerner des travaux de maintenance évolutive (développement informatique) ou des travaux particuliers.

- a) L'approbation technique des prestations liées à la **maintenance évolutive** sera réalisée ainsi :
- une vérification quantitative, permettant de valider la présence du périmètre attendu dans les livrables (documents mis à jour, code source...) ;
 - une vérification qualitative avec :
 - une première partie : la **Mise en Ordre de Marche (MOM)** correspondant à la mise à jour de la plateforme DEV/INT, la génération des applications, l'installation sur les environnements de recette et 2 jours de tests pour valider une qualité minimale de la livraison,
 - une seconde partie : la **Vérification d'Aptitude (VA)** correspondant aux tests de recette de l'EPELFI sur l'ensemble des domaines (métier, données, performances...),
 - une troisième partie : la **Vérification de Service Régulier (VSR)**, qui débutera après la mise en production de la version intégrant les développements fournis, et durera 1 mois.

Les PVMOM, PVVA et PVVSR notifient, avec ou sans réserve, soit une réception, un ajournement, une réception avec réfaction ou un rejet. Ces PV sont émis selon la planification des livraisons pour le marché subséquent.

Remarque

Dans le cas exceptionnel où un développement fourni ne serait pas mis en production dans un délai d'un an après la date de PVVA, un PVVSR par défaut serait tout de même délivré par l'EPELFI.

- b) L'approbation technique des **travaux particuliers** fera l'objet pour chacun des livrables associés d'un **PVAT** rédigé par l'EPELFI. Le délai maximum de délivrance du PVAT sera généralement de 10 jours ouvrés à compter de la date de livraison sous réserve d'une livraison aux dates prévues et dans les conditions définies au CCTP, précisées par le Plan d'Assurance Qualité. Le délai de délivrance du PVAT pourra être réduit ou rallongé au cas par cas par les comités adéquats. La non-réponse de l'EPELFI dans le délai imparti ne vaut en aucun cas approbation technique de fait. Si l'approbation technique n'est pas obtenue, le titulaire procédera aux corrections qui s'imposent avant de procéder à une nouvelle livraison. Le PVAT notifiera une réception, un ajournement, une réception avec réfaction ou un rejet.

3.4.2. Réception des commandes et des marchés subséquents

Chaque prestation du marché fait l'objet d'une commande ou d'un marché subséquent notifié au titre du marché. Leurs réceptions seront formalisées comme précisé ci-dessous.

3.4.2.1. Bons de commande

Un **PV de Réception Définitif (PVRD)** de la commande sera émis quand tous les PVAT des livrables attendus auront été émis sans réserve à corriger.

3.4.2.2. Marchés subséquents

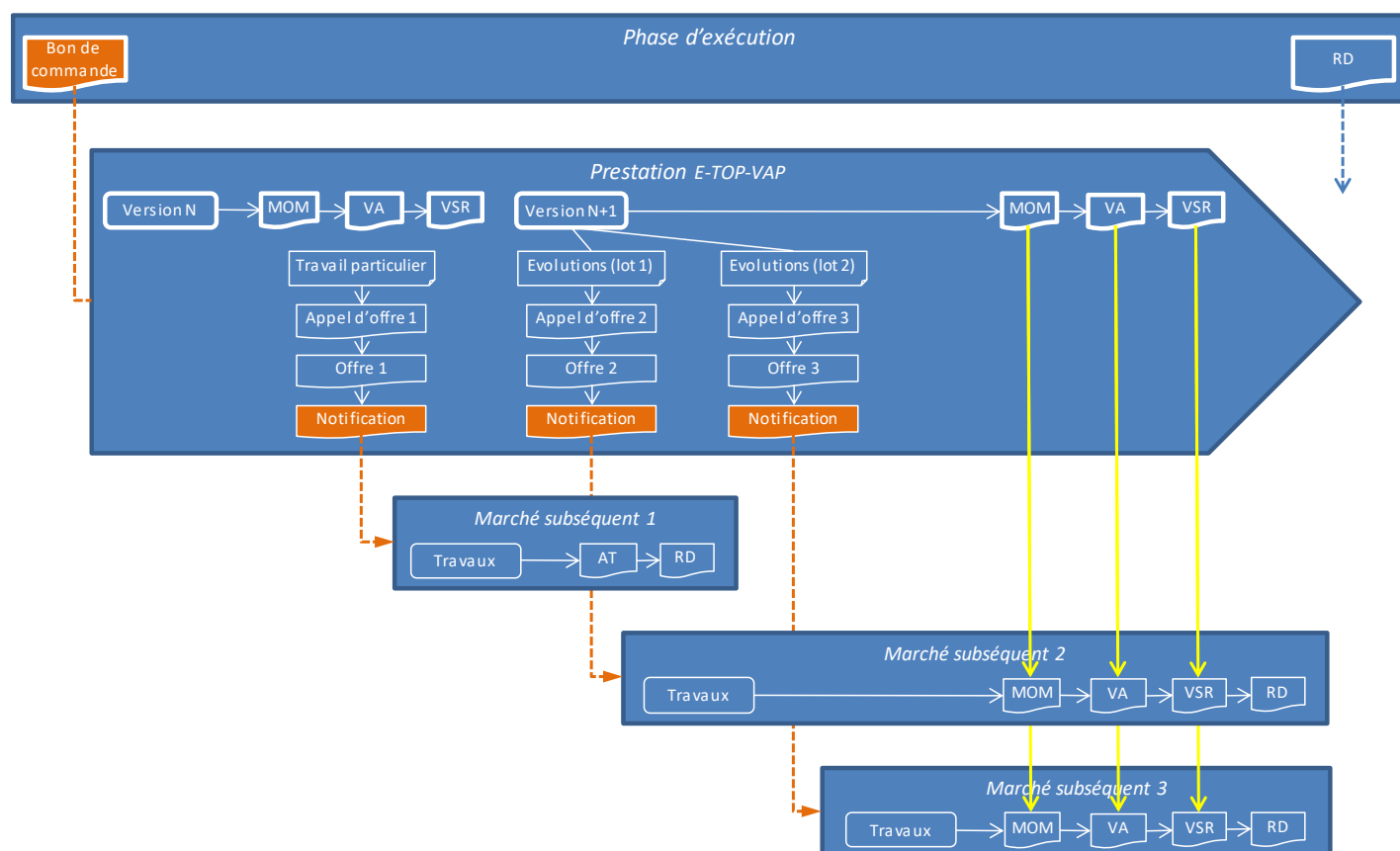
Un **PV de Réception Définitif (PVRD)** des prestations du marché subséquent sera émis lorsque tous les PVVSR des prestations de maintenance évolutive auront été émis et que tous les PVAT des livrables attendus auront été émis sans réserve à corriger.

3.4.3. Réception définitive des phases

Chaque phase du marché fera l'objet d'une réception définitive prononcée par l'EPELFI lorsque chaque commande ou marché subséquent la composant aura obtenu sa réception définitive.

3.4.4. Schéma synthétique

Le schéma ci-dessous présente l'interaction des bons de commandes et des marchés subséquents au travers des opérations de vérifications qui s'y rattachent.



Remarques

- La version noté N est une version purement corrective. La version N+1 est une version corrective et évolutive ;
- Le marché subséquent 1 est un marché de réalisation d'un travail particulier sans lien avec la réalisation d'une version ;
- Les marchés subséquents 2 et 3 sont des marchés de réalisation d'évolutions dont la mise en production est attendue avec la version N+1.

3.5. Transfert de propriété

L'article 35 du CCAG-TIC s'applique avec application de l'article 46 du CCAG-TIC.

Le titulaire est responsable de toute fourniture jusqu'à son transfert de propriété. Il lui revient donc de contracter une police d'assurance appropriée (cf. paragraphe 4.3).

3.6. Engagements et pénalités

Les prestations principales du marché concernent la correction et les évolutions des applications EA AMALFI et AMALIA. Les engagements pris par le titulaire portent sur le délai de réalisation, la complétude des éléments fournis et la qualité de la réalisation, tels que décrits dans les chapitres correspondants dans le CCTP.

3.6.1. Préambule

L'EPELFI tient à préciser qu'il a toujours été fait et qu'il sera fait preuve de discernement dans l'application des pénalités. Ces dernières n'ont, en effet, pour objectif ni de minorer le coût des prestations rendues par le titulaire du présent marché, ni de le punir, mais de le forcer à une vigilance accrue sur ses engagements et sur les actions qu'il doit mettre en œuvre pour les atteindre.

A titre d'information, l'EPELFI informe que :

- L'ensemble des pénalités appliquées au jour de la rédaction de ce document ne représente que 0,20 % du montant déjà facturé du marché de TMA en cours.
- Il n'a jamais été nécessaire depuis le début d'AMALFI (2008) de restaurer, à partir d'une sauvegarde, un élément de l'EA AMALFI de production.

La vérification des engagements pouvant conduire à pénalités en cas de non-respect est organisée selon le schéma suivant :

- Respect des délais ;
- Bon fonctionnement des versions mises en production :
 - Discontinuité de services (nécessité d'une version d'urgence),
 - Perte de données ou d'intégrité suite à une défaillance logicielle.
- Délais d'intervention du support ;
- Mise à jour des outils de suivi et livrables.

3.6.2. Respect des délais

Par dérogation à l'article 3 du CCAG-TIC, les termes de comptabilisation des délais sont les suivants :

- Sauf indication contraire, les termes heures et jours et les abréviations h et j utilisées ci-dessous correspondent à des heures et jours ouvrés.
- Le calendrier des jours ouvrés est défini par l'EPELFI en début de chaque année, dans le respect des règles nationales et locales.
- Les heures ouvrées sont définies par les plages de service et de fonctionnement.
- La plage de service standard est de 8h à 18h chaque jour ouvré (sauf indication contraire, tous les délais sont calculés sur la plage de service standard).
- La plage de fonctionnement garanti avec présence est de 7h à 19h chaque jour ouvré.
- Un jour ouvré est égal à 10 heures ouvrées pour la plage de service standard, et à 12h pour la plage de fonctionnement garanti avec présence.
- La comptabilisation est effectuée, selon le cas, par heures ouvrées entières (toute heure commencée est comptabilisée) ou par jours ouvrés entiers (tout jour commencé est comptabilisé). Par exemple, si le délai est exprimé en heures, 1 heure 5 minutes de retard induit deux heures de pénalisation ; si le délai est exprimé en jour, 22 heures de retard en plage de service standard induisent 3 jours de pénalisation. Tout retard donne donc lieu à la comptabilisation d'une heure au minimum si le délai est exprimé en heures ou d'un jour au minimum si le délai est exprimé en jours.

Délai nécessaire à l'obtention du PVVA positif

Cette pénalité s'applique uniquement au livrable E-TOP-VAP de la prestation E-TOP.

Les engagements de délais du titulaire des travaux de maintenance applicative sont appréciés au regard du respect de la date effective du PVVA positif de la version. Dans le cas où le titulaire n'a pas atteint le niveau attendu dans les délais prévus au planning détaillé, qu'une itération supplémentaire ou non soit mise en œuvre, les pénalités calculées par jour de retard sur l'obtention du PVVA positif seront appliquées : **250 € par jour de retard**.

3.6.3. Bon fonctionnement des l'EA AMALFI et AMALIA

Cette pénalité s'applique uniquement au livrable E-TOP-VAP de la prestation E-TOP

Le titulaire prend un engagement de résultat sur la capacité des EA AMALFI et AMALIA à rendre les services attendus aux utilisateurs, pour la partie du système dont il a la responsabilité : il utilise pour cela les différents moyens (tests de qualification, tests de performances, maintenance corrective et préventive...) qui sont de son ressort.

En cas de dysfonctionnement de l'un des EA AMALFI ou AMALIA en production (indisponibilité totale, performances très dégradées, certaines fonctions inopérantes, données rendues inexploitable), en général détecté par l'exploitant, une recherche des causes sera effectuée.

Les dysfonctionnements peuvent être classés en trois catégories :

- **Un dysfonctionnement relevant de la responsabilité de l'exploitant**
La cause peut être, par exemple, une mauvaise manipulation, le non-respect d'une procédure.
- **Un dysfonctionnement relevant de la responsabilité du titulaire du présent marché**
La cause peut être, par exemple, un bogue applicatif non détecté avant mise en production, une mauvaise construction de la version mise en production ou une mauvaise information sur la mise en production à réaliser, un script erroné, un suivi insuffisant de la base de données.
- **Un dysfonctionnement relevant de causes externes**
La cause peut être, par exemple, un incident réseau externe.

La catégorie du dysfonctionnement sera établie après une analyse contradictoire des causes en présence des différents acteurs. En cas de désaccord persistant, l'EPELFI pourra faire appel à une expertise externe aux dépens du responsable du dysfonctionnement.

Dans le cas où la responsabilité du titulaire du présent marché est retenue, une pénalité est appliquée, en sus des frais d'expertise précités, selon la conséquence du dysfonctionnement.

3.6.3.1. Discontinuité de service

Toute anomalie bloquante ou majeure (cf. annexe CCTP - « Classification des anomalies ») trouvée en production sera immédiatement analysée avec le titulaire et fera l'objet d'une décision justifiée, prise par l'EPELFI, de mise en œuvre ou non d'une version d'urgence.

Si l'EPELFI décide une version d'urgence, une **pénalité forfaitaire de 1 000 €** sera appliquée, sa réalisation étant prise en charge par la prestation E-TOP.

3.6.3.2. Perte de données ou perte d'intégrité des données

Extrait du CCTP chapitre 6.1 « Sauvegarde et Intégrité de données » :

Les données sont le cœur de la publicité foncière et du registre des associations ; elles doivent être complètes, exactes et intègres.

Tout travail de maintenance applicative doit prendre en compte cette contrainte forte et par conséquent, aucune action du prestataire ne doit rendre la publicité foncière inexacte ou non intègre.

En cas de perte de données en production ou perte d'intégrité des données en production pour lesquelles la responsabilité du titulaire est engagée soit suite à une action directe, soit suite à un défaut de conception ou de réalisation d'un élément des EA AMALFI et AMALIA, soit pour tout autre raison, l'EPELFI pourra être contraint d'arrêter l'application AMALFI. Par « arrêt de l'application », on entend l'arrêt des serveurs de base de données, et donc du service AMALFI ou AMALIA, par l'EPELFI afin d'empêcher la propagation du défaut sur les données.

La remise en ordre peut se faire par l'utilisation d'une sauvegarde, ou un traitement manuel/batch avec rescelllement des données si nécessaire par exemple. Le choix sera fait suite à une analyse conjointe entre l'EPELFI et le titulaire, en fonction du nombre de données concernées, de l'évolution de la base par rapport à la sauvegarde à restaurer, etc.

Quelle que soit la responsabilité du titulaire, les travaux qu'il doit réaliser pour permettre ce retour à la normale des données seront faits au titre de la prestation E-TOP.

En cas de perte de données ou de perte d'intégrité des données, le titulaire pourra être pénalisé de :

- **1 000 €** par jour s'il n'y a pas d'arrêt de l'application AMALFI ou AMALIA en production
- **7 500 €** par jour s'il y a arrêt de l'application AMALFI ou AMALIA en production

La durée retenue est celle de remise en ordre des données et se comptabilise par jour entier à partir de la date de constatation du défaut, y compris les jours non ouvrés, du fait notamment de la possibilité de dépôt de requêtes en dehors des jours ouvrés.

3.6.4. Délais d'intervention du support

Cette pénalité s'applique uniquement à la prestation E-SUP Support N2 (cf. CCTP § 8.3.5).

Le titulaire prend un engagement quant aux délais de traitement des demandes du support utilisateur niveau 2 sur la **plage de service standard** selon les règles ci-dessous :

- Prestation E-SUP-A : Assistance aux utilisateurs :
 - Le délai maximum pour prendre contact avec l'utilisateur demandeur est de deux (2) heures ;
 - Le délai maximum pour apporter et terminer l'assistance demandée est de dix (10) heures.
- Prestation E-SUP-Q : Qualification et gestion d'une demande :
 - Le délai maximum pour traiter la demande d'un utilisateur (instruction, qualification, identification de l'origine, définition des solutions) est de vingt (20) heures.

Les délais sont calculés à partir des dates enregistrées à chaque action dans l'outil de suivi. Ces délais comprennent le temps nécessaire à la mise à jour des outils de suivi des dossiers Support.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité de **250 € par heure de dépassement** sera appliquée.

3.6.5. Mise à jour des outils de suivi et livrables

Cette pénalité s'applique à toutes les prestations réalisées dans le cadre d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

En cas de constat du non-respect d'un engagement tels que défini dans le présent CCAP, dans le PAQ ou dans le contrat de service, une **pénalité forfaitaire de 250 €** sera appliquée par non-respect constaté.

Exemples de non-respect d'engagements

- Retard sur le renseignement des outils de suivi ou renseignement erroné ou de qualité insuffisante (même si les interventions sont réalisées dans les délais),
- Retard ou erreurs sur la fourniture d'un livrable ou fourniture d'un livrable de qualité insuffisante (rapport, tableau de bord, planning, compte-rendu...),
- Retard ou erreurs sur la transmission d'informations ou transmissions d'informations incomplètes à l'exploitant suite à une intervention ou à une demande,
- Absence à un Comité de suivi ou à une réunion à laquelle le titulaire a été invité,
- etc.

Remarque

Dans le cas d'un retard, une nouvelle date de fourniture sera systématiquement fixée.

3.6.6. Mise en œuvre des pénalités

Un état mensuel des non-respects des engagements est établi à l'occasion de chaque réunion du COSMA et annexé à son compte-rendu.

Le décompte des pénalités en résultant est notifié au titulaire de manière systématique, qui est admis à présenter ses observations à l'EPELFI dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai de 5 jours, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Le montant des pénalités n'est affecté pas par la révision annuelle de prix.

Les pénalités sont assujetties à la TVA.

Les pénalités donnent lieu à un avoir sur le montant forfaitaire mensuel du marché.

3.6.7. Cumul et limitation des pénalités

Les éventuelles pénalités sont cumulatives. Si le cumul des pénalités sur toutes les commandes et marchés subséquents dépassent 20% de la somme du montant de ces commandes et marchés subséquents, l'EPELFI se réserve la possibilité de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire et à la mise en exécution avec un nouveau fournisseur, aux frais et risques du titulaire (conformément aux dispositions des articles 50 et 52 du CCAG-TIC).

3.6.8. Répartition des pénalités en cas de groupement

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Cette disposition s'applique pour l'ensemble des pénalités prévues au marché.

En l'absence de telles indications, le paiement est suspendu tant que le mandataire n'a pas communiqué lesdites indications à l'EPELFI.

3.6.9. Plafonnement contractuel

Les réparations dues par le titulaire en cas de retard ou de défaut d'exécution du marché sont décrites dans le paragraphe 4.8 du présent CCAP et dans les articles 50 et 52 du CCAG-TIC. Il est précisé que cette disposition n'a pas d'incidence sur celles des paragraphes 4.3 "Assurance", 4.6 "Responsabilité délictuelle", 4.7 "Perte de programmes ou de données" et "Garanties" pour les autres cas qui y sont prévus.

Il est également précisé que l'EPELFI pourra demander des dommages-intérêts au titulaire, dans le cas où la responsabilité de ce dernier serait retenue par une décision de justice, jusqu'à hauteur du marché (somme des montants des commandes et des marchés subséquents) sans pouvoir dépasser 1.000.000 euros TTC.

4. Dispositions générales

4.1. Documentation technique

Pour tous les outils communs mis en œuvre en phase d'initialisation, le titulaire livre avec chaque matériel, progiciel et logiciel, sans supplément de prix, une notice en langue française indiquant les modalités de la mise en fonction et livre, au cours de l'exécution du marché, les mises à jour correspondantes.

La documentation technique prévue doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, des progiciels ou des logiciels et, le cas échéant, lors de chaque mise à jour. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Tous les documents produits ou mis à jour par le titulaire devront être obligatoirement rédigés en français.

Toutefois, compte-tenu du fait que la langue usuelle de l'informatique est l'anglais, les documentations techniques destinées à du personnel ayant une fonction technique informatique pourront, s'il n'existe pas de documentation en français, être rédigées en anglais pour certains matériels et logiciels standards.

4.2. Unité monétaire

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des "nets à payer", etc.) est l'Euro (€).

4.3. Assurance

Le titulaire doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard de l'EPELFI et des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de ces assurances au moyen d'une attestation portant l'étendue de la garantie.

À tout moment, cette attestation à jour doit être produite à la demande de l'EPELFI ou de son responsable dûment habilité, dans un délai de quinze jours.

4.4. Groupements d'acteurs économiques

Le titulaire se conformera aux dispositions en vigueur, notamment celles des articles R2142-19 à R2142-27.

4.5. Sous-traitance

Le titulaire se conformera aux dispositions en vigueur, notamment celles de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'EPELFI, de l'exécution des parties sous-traitées.

4.6. Responsabilité délictuelle

Le titulaire garantit l'EPELFI contre tous les sinistres ayant leur origine dans le matériel ou le logiciel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés.

4.7. Perte de programmes ou de données

L'EPELFI prend toutes les précautions usuelles nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information, qu'il utilise ou qu'il met à la disposition du titulaire.

Pendant la durée de la mise à disposition, le titulaire prend toutes les précautions usuelles nécessaires à la sécurité et à la conservation des programmes, fichiers, données et supports d'information qui lui ont été remis par l'EPELFI.

4.8. Garantie en cas de recours de tiers

Le titulaire garantit l'EPELFI contre toutes revendications de tiers alléguant qu'une obligation contractuelle du marché, devant être assumée par le titulaire, n'a pas été exécutée.

L'EPELFI garantit le titulaire contre toutes les revendications des tiers :

- alléguant qu'une obligation contractuelle du marché devant être assumée par l'EPELFI n'a pas été exécutée ;
- sur la base d'une plainte en matière d'environnement découlant de l'exécution du marché, sauf si le titulaire a lui-même provoqué, par un manquement à ses obligations découlant du marché, le dommage environnemental à l'origine de cette plainte.

4.9. Circonstance imprévisibles

En cas de circonstances imprévisibles, l'article 26 « Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles » et l'article 27 « Clause de réexamen » du CCAG TIC seront appliqués.

5. Garantie contractuelle

La garantie couvre les fournitures du marché (composants logiciels et documentation). Elle est incluse dans le prix.

Les garanties du titulaire ne s'appliquent pas en cas de modification par l'EPELFI des résultats livrés sans l'accord du titulaire ni en cas de combinaison, assemblage ou utilisation de ces résultats avec des programmes ou données non fournies par le titulaire, ni en cas d'utilisation dans des conditions différentes de celles recommandées par le titulaire.

La durée de garantie est fixée à 1 an et débute à la date d'émission du PVRD (cf. paragraphe 3.5.2. « Réception des commandes et des marchés subséquents »).

6. Financement et sureté

6.1. Retenue de garantie

Les articles R. 2191-32 à R. 2191-35, R. 2191-36 à R. 2191-42, et R.2191-43 à R. 2191-44 sont applicables.

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les versements autres qu'une avance, effectués au profit du titulaire. La retenue de garantie peut être remplacée à la demande du titulaire par une garantie à première demande ou, si l'EPELFI ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd, jusqu'à la fin du délai de garantie, la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La garantie à première demande constituée par le titulaire est libérée à l'expiration de la période de garantie.

6.2. Avance

L'option A décrite à l'article 11 du CCAG s'applique : l'application d'un taux d'avance de 20% pour les PME et d'un taux d'avance correspondant au minimum réglementaire (soit 5% du montant du marché) pour les autres entreprises (conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique), sauf stipulations contraires dans l'acte d'engagement.

Cela s'applique pour les tranches, ainsi que les commandes et chacun des marchés subséquents issues de l'accord-cadre selon les conditions d'octroi s'appliquant.

6.3. Clause de réévaluation du montant maximum

Le périmètre complet des évolutions devant être réalisées durant la durée marché n'est à ce jour pas connu.

De fait, il y a une incertitude sur les prévisions de consommation du marché qui, si elles sont supérieures à l'estimé, provoqueront un arrêt anticipé du marché ce qui serait préjudiciable à tous.

L'EPELFI prévoit donc une clause de réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre qu'il a fixé en phase de passation pour tenir compte de la réalité des consommations réalisées.

Cette clause sera activée si le montant total des prestations commandées en forfaitaire et en marchés subséquents atteint 80 % du montant maximum du marché tel que figurant dans le RCE.

La révision du montant maximum est plafonnée à + 20% du montant initial.

7. Prix et règlement de comptes

7.1. Répartition des paiements

En cas de groupement d'opérateurs économiques ou sous-traitance, les dispositions des articles 12 du CCAG-TIC s'appliquent.

7.2. Contenu et décomposition des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre l'ensemble des prestations/fournitures décrites dans le CCTP. Les prix sont notamment réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels nécessaires à la réalisation de ces prestations ;
- tous les frais afférents aux fournitures, livraisons franco de port et d'emballage ;
- les assurances.

7.3. Forme des prix

Le marché est traité uniquement en prix **forfaitaires**.

Les prix unitaires des unités d'œuvre ne sont utilisés que pour valoriser les marchés subséquents qui seront passés à prix forfaitaire.

7.4. Prix de règlement (variation des prix)

Sauf indication contraire, les prix sont **révisables** selon les modalités suivantes.

7.4.1. Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois précédant le mois de remise des offres finales, appelé « mois zéro » (ou Mo).

7.4.2. Modalités de révision

Les prix des prestations relatives à la phase 1 de Transition sont fermes et définitifs.

Les prix des prestations relatives à la phase 2 d'Exécution, qui fera l'objet de bons de commandes et de marchés subséquents sont révisés chaque année, à la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre. Cette règle reste applicable en cas de reconduction.

La révision s'applique aux prix des prestations forfaitaires pour les bons de commandes et aux prix unitaires pour les marchés subséquents, figurant à l'acte d'engagement ou dans l'annexe « *TMA-2024-04 – Grille financière.xls* ». La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,2 + 0,8 \times S/S_o)$$

dans laquelle :

- **P** = prix révisé HT
- **P_o** = prix initial HT figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement
- **S** = dernier indice Syntec connu à la date de la révision (même provisoire)
- **S_o** = dernier indice Syntec connu au mois Mo

où **Mo** est le mois précédant la réception de l'offre par l'EPELFI.

Le coefficient de révision appliqué est celui en vigueur au moment de la notification de la commande ou du marché subséquent, quels qu'en soient les délais d'exécution.

L'EPELFI calculera la révision de prix et la transmettra au prestataire. Celui-ci aura 5 jours pour faire un retour. En l'absence d'accord, toutes les commandes et factures concernées seront bloquées en attente de celui-ci.

7.4.3. Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

7.5. Application de la TVA

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de la facturation des prestations.

7.6. Modalités de calcul et de règlement des acomptes

Les **prestations de type « Permanente »** donneront lieu à règlement d'acomptes mensuels, prorata-temporis.

Pour les **prestations de type « Ponctuelle »**, il sera procédé à un acompte selon le principe suivant :

Si le livrable est unique

- 20 % pour un PVAT partiel du livrable incomplet ou complet
- 60 % au PVAT positif (réception) du livrable complet : on atteint 80 % de la valeur du livrable
- 20 %, le solde, avec le PVRD de la commande, après levée des réserves mentionnées dans le PVAT positif

Si le livrable est multiple (par exemple dans le cas d'une commande de plusieurs études)

Pour chaque livrable bien identifié dans la commande :

- 20 % pour un PVAT partiel du livrable incomplet ou complet
- 60 % maximum au PVAT positif (réception) du livrable complet dans la limite des 80 % de la commande

Une fois le PVAT positif acquis pour chaque livrable de la commande

- 20 %, le solde, avec le PVRD de la commande, après levée des réserves mentionnées dans chacun des PVAT positifs

Pour les marchés subséquents, il sera procédé à un acompte selon le principe suivant :

- Réalisation d'une maintenance évolutive :
 - 20% au PVMOM positif
 - 60% au PVVA positif
 - 20%, le solde, au PVRD du marché subséquent
- Réalisation d'un travail particulier :
 - 80% au PVAT positif
 - 20%, le solde, avec le PVRD du marché subséquent

Pour être acceptée par l'EPELFI, chaque facture doit :

- ne concerner qu'une seule commande ou un marché subséquent ;
- être d'un montant minimum de facturation de 2000 € HT ou représenter le solde de la commande ou d'un marché subséquent.

7.7. Modalités de facturation

Les demandes de paiement devront se conformer à l'article 11.3 du CCAG-TIC et notamment : comprendront les indications suivantes :

- la date
- le nom, l'adresse et le n° Siret du Titulaire ;
- ses coordonnées bancaires telles qu'elles figurent sur l'acte d'engagement ;
- la référence du marché, sa date de notification et le numéro d'engagement juridique (EJ) associé ;
- l'objet du marché ;
- Le numéro de la facture
- l'objet de la facture (prestations exécutées, période concernée, ...).
- le prix HT, le taux et le montant de la TVA correspondante et le prix TTC.

Les factures devront être déposées sur Chorus portail pro, sous forme de factures dématérialisées.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités seront déduites du montant TTC sur la facture suivant leur notification par l'utilisation de l'avoir fourni par le titulaire.

7.8. Modalités de paiement

Sauf dérogation dûment acceptée par l'agent comptable de l'EPELFI, les paiements seront effectués par l'EPELFI en application des règles de la comptabilité publique, par virement administratif.

Le mandatement de chaque facture interviendra au plus tard dans les délais indiqués ci-dessous, à compter de la réception des factures par l'acheteur. Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de 30 jours.

En cas de dépassement du délai de règlement, il sera fait application de l'article L2192-13 et L2192-14 du code de la commande publique.

8. Droits de propriété

Il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

9. Conduite des prestations - Personnels

9.1. Responsabilité de l'EPELFI vis à vis du personnel du titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier à qui il revient d'assumer ses obligations notamment en matière de législation du travail, de sécurité sociale, de congés payés, etc.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant l'exécution du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

9.2. Nomination du chef de projet

Dans les huit jours suivant la notification et avant tout début d'exécution, le titulaire propose à l'EPELFI un chef de projet en correspondance avec le profil présenté dans son offre.

L'EPELFI dispose d'un délai de huit jours pour accepter ou refuser cette personne.

En cas de refus tel qu'indiqué au paragraphe 9.4, le titulaire doit proposer une nouvelle personne dans les conditions fixées au paragraphe 9.5 (équivalence de compétences...).

9.3. Interim du chef de projet

En cas d'empêchement temporaire du chef de projet, le titulaire désigne un remplaçant chargé d'assurer l'intérim. En aucun cas cet intérim ne peut avoir une durée supérieure à trois semaines consécutives. Durant cette période, le titulaire doit procéder au remplacement de son chef de projet dans les conditions fixées au paragraphe 9.5.

9.4. Refus du chef de projet

Du fait de la haute technicité des missions à assurer et du niveau d'exigence de sécurité et de disponibilité du système AMALIA, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement du chef de projet qui se trouve nommément désigné par le titulaire.

En cas d'insatisfaction, l'EPELFI peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement du chef de projet. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans les conditions du paragraphe 9.5.

9.5. Remplacement au sein du personnel

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chef de projet, le titulaire en informe l'EPELFI avant la cessation de fonction, avec un préavis de 2 mois.

Tout remplacement du chef de projet s'effectue à compétences équivalentes ou supérieures. La notion d'équivalence inclut l'ancienneté d'expérience dans la fonction.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste à transmettre les connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché. En particulier, ni les prix, ni les délais d'exécution ne sauraient être modifiés.

Le titulaire fait son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'acceptation ou dans une décision de remplacement.

9.6. Règlement intérieur

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le personnel du titulaire intervenant dans les locaux de l'EPELFI doit se conformer aux dispositions du règlement intérieur applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel.

10. Confidentialité – Secret – Mesures de sécurité

Les obligations du présent paragraphe s'appliquant au titulaire s'appliquent également au groupement d'opérateurs économiques et à tous les sous-traitants.

Les notions utilisées dans ce paragraphe sont les suivantes :

- DOCUMENTS : tous documents contractuels, fonctionnels, techniques, etc... sur tous supports ;
- DONNEES : les données informatiques produites et utilisées par AMALIA, stockées soit en base de donnée, soit en fichiers de configuration ou de paramètres, soit en journaux, traces, etc. ;
- CODE SOURCE : les fichiers contenant le code source des différents programmes d'AMALIA ;
- INFORMATIONS : ensemble des DOCUMENTS, des DONNEES et du CODE SOURCE.

10.1. Confidentialité

10.1.1. Cadre général

Les INFORMATIONS de quelque nature qu'elles soient, fournies par l'EPELFI ou résultant d'un traitement par le titulaire d'autres INFORMATIONS, restent la propriété de l'EPELFI.

L'EPELFI insiste sur le fait que dans le cadre de l'exécution de sa prestation, le titulaire pourra avoir accès à l'ensemble des DONNEES de production. Il est rappelé que celles-ci sont des données réelles relatives au registre des associations sur lesquelles les engagements de confidentialités précisés ci-dessous doivent être compris comme pris par le titulaire non seulement vis-à-vis de l'EPELFI mais aussi vis-à-vis des tiers.

10.1.2. Engagements du titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des INFORMATIONS traitées, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;

- ne pas utiliser les INFORMATIONS traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces INFORMATIONS à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des INFORMATIONS ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation tout au long de la durée du présent marché des INFORMATIONS remises ou traitées ;
- traiter exclusivement sur le territoire français métropolitain les INFORMATIONS remises par l'EPELFI ;
- notifier à l'EPELFI les failles de sécurité découvertes ou portées à sa connaissance ;
- communiquer à l'EPELFI, en cas de violation des points ci-dessus, la nature des INFORMATIONS concernées et les personnes impliquées.

et en fin de marché à :

- soit procéder à la destruction de toutes les INFORMATIONS ;
- soit restituer à l'EPELFI intégralement toutes les INFORMATIONS selon les modalités prévues.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci par ces derniers.

Ne sont pas considérées comme confidentielles au regard du marché les informations qui étaient connues du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants, celles qui sont obtenues de tiers par des moyens légitimes et sans obligation de secret, celles qui sont développées indépendamment par le titulaire ou qui sont rendues publiques ou qui le deviennent.

L'EPELFI se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

10.1.3. Engagements de l'EPELFI

L'EPELFI s'engage à maintenir confidentielles les INFORMATIONS, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

Le titulaire dispose librement des idées, méthodes, concepts, techniques et savoir-faire relatifs à son activité principale, développées antérieurement ou pendant l'exécution du présent marché.

10.2. Protection des données à caractère personnel

Le CCAG intègre les nouvelles règles issues du Règlement de l'Union européenne n° 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ; plus connu sous le sigle RGPD.

Le Ministère de la Justice est le « responsable du traitement » au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD) en tant qu'autorité publique déterminant les finalités et les moyens du traitement des données.

L'EPELFI est le « sous-traitant » du Ministère de la Justice au sens du RGPD en tant que personne morale traitant des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Une convention est signée entre ce dernier et l'EPELFI afin de cadrer les responsabilités et obligations respectives.

En application des clauses de cette convention, le - titulaire du présent marché est considéré comme le « sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD en tant que personne morale à qui le sous-traitant fait appel pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable de traitement.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

10.3. Mesures de sécurité

L'EPELFI s'assure que les mesures de sécurité figurant dans le marché constituent des mesures techniques et organisationnelles appropriées qui permettent de protéger les données nominatives ou non.

L'EPELFI est responsable de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'exécution de la prestation.

Les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent : le titulaire doit observer les dispositions particulières que l'EPELFI lui a communiquées.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

10.3.1. Maintien en condition de sécurité

10.3.1.1. Traitement des obsolescences :

Le titulaire doit n'utiliser que des composants logiciels que l'éditeur s'engage à maintenir pendant la durée du marché. Si la durée du marché dépasse la durée pendant laquelle un éditeur s'engage à maintenir un composant logiciel, le titulaire maintient, livre et respecte une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus.

10.3.1.2. Correctifs de sécurité :

Une vérification d'aptitude ou une vérification de service régulier (VA et VSR) peut être refusée si des composants ne sont pas à jours des correctifs de failles de sécurité publiés depuis un délai supérieur à 6 mois.

L'acheteur définit les fréquences des livraisons en coordination avec les équipes d'exploitation, en fonction des différentes criticités des vulnérabilités concernées.

Le titulaire s'assure que l'application des correctifs de sécurité ne modifie pas les performances du système, en modifiant si besoin et à ses frais le système pour maintenir le niveau de performance malgré l'application du correctif.

10.3.2. Réversibilité et transférabilité

10.3.2.1. Sécurité de la phase de transfert :

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

- Durant la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :
 - La gestion des accès, habilitations ;
 - Le transfert de responsabilités ;
 - La fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
 - La gestion de la continuité de l'activité.

10.3.3. Audit de sécurité

L'acheteur peut effectuer ou de faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur. Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le titulaire, etc.).

L'acheteur, ou l'organisme mandate à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter de la fin ou de la résiliation du marché, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

10.3.4. Décisions après vérifications

En complément de l'article 26.1 du CCAG-TIC, les opérations de vérification qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité.

L'acheteur apprécie l'enjeu du défaut eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes, et les conséquences prévisibles si le défaut persiste. En fonction de cette analyse, ces défauts peuvent avoir comme conséquence l'ajournement, le rejet ou la réception des prestations avec réfaction.

11. Résiliation

En complément de l'article 50 du CCAG-TIC, l'EPELFI peut résilier le marché de plein droit, sans indemnité, après une mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet pendant un délai de 15 jours ouvrés.

Dans le cas où l'EPELFI souhaiterait mettre fin au marché, celui-ci serait résilié dans les conditions de l'article 47 du CCAG-TIC, après un préavis d'un mois, date à date, notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En complément de ces dispositions, la résiliation du marché pourra intervenir de façon anticipée sans préavis, et de plein droit aux torts du titulaire si le cumul des pénalités dépasse les seuils fixés au paragraphe 3.7.9.

Dans les trois cas, le paiement des prestations déjà effectuées se ferait alors au prorata des prestations réellement exécutées et s'accompagnerait, s'il y a lieu, du transfert de propriété des productions correspondantes.

12. Cession - Transfert

12.1. Cession

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de l'EPELFI.

12.2. Transfert

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'EPELFI des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC, complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal. A défaut, l'EPELFI se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

13. Droit – Langue – Fiscalité

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Bien qu'il soit demandé que le lieu de réalisation des prestations soit situé en France, il est possible que le titulaire, établi dans un autre pays, n'ait pas d'établissement en France. Il devra dans ce cas désigner un correspondant fiscal agréé par l'administration fiscale et facturer ses prestations TTC.

14. Dérogation aux documents généraux

Toutes les dispositions du présent CCAP, dérogent aux termes du CCAG TIC actuellement en vigueur.